

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE ET DE LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

Convention collective nationale

IDCC : **7025** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX ET SERVICES AGRICOLES, RURAUX ET FORESTIERS**
(8 octobre 2020)

Convention collective

IDCC : **8415** | **ENTREPRISES DE TRAVAUX FORESTIERS, DES EXPLOITATIONS FORESTIÈRES ET DES PROPRIÉTAIRES FORESTIERS SYLVICULTEURS**
(Meurthe-et-Moselle, Meuse, Moselle et Vosges)
(11 mars 2016)

Avenant n° 4 du 5 novembre 2024

NOR : AGRS2597082M

IDCC : 7025

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

Entrepreneurs des territoires Lorraine ;
Syndicat forestiers privés de Meurthe-et-Moselle ;
Syndicat forestiers privés de la Meuse ;
Syndicat forestiers privés de la Moselle ;
Syndicat forestiers privés des Vosges,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation, des tabacs et des activités connexes – FO ;
Fédération nationale agroalimentaire et forestière CGT ;
Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC ;
Union professionnelle régionale agro-alimentaire CFDT Grand Est,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

La branche professionnelle étant constituée principalement de petites et moyennes entreprises, les stipulations de la convention collective et accords liés répondent aux contingences

visées à l'article L. 2261-23-1 du code du travail concernant les entreprises de moins de cinquante salariés.

L'article 21 de l'avenant n° 1 du 5 août 2021 de l'accord collectif du 1^{er} avril 2021 pour le personnel des entreprises de travaux forestiers et des forestiers privés des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges, complétant la convention collective nationale ETARF – IDCC 7025 – du 8 octobre 2020, concernant la prime d'ancienneté du personnel au temps, est modifié comme suit :

Article 1^{er} | Modification de l'article 21 de l'avenant n° 1 du 5 août 2021 de l'accord collectif du 1^{er} avril 2021 pour le personnel des entreprises de travaux forestiers et des forestiers privés des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges

« Article 21 | Prime d'ancienneté

Une prime d'ancienneté est versée à chaque salarié ayant au moins deux ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Chaque année civile complète au service de l'entreprise est prise en compte pour le calcul de l'ancienneté ouvrant droit à l'attribution de la prime d'ancienneté dont le taux est révisable au 1^{er} janvier. La première année civile d'application de la prime est réputée complète lorsque l'embauche intervient avant le 1^{er} juillet.

La prime d'ancienneté correspond à un pourcentage du salaire mensuel brut de base du salarié concerné, fixé comme suit :

- 1 % à partir de la 2^e année d'ancienneté ;
- 2 % à partir de la 3^e année d'ancienneté ;
- 3 % à partir de la 5^e année d'ancienneté ;
- 5 % à partir de la 7^e année d'ancienneté ;
- 7 % à partir de la 10^e année d'ancienneté ;
- 8 % de la 11^e jusqu'à la 15^e année d'ancienneté.

La prime d'ancienneté est versée mensuellement et figure sur une ligne spécifique, sur le bulletin de salaire.

En cas d'absence dans le mois considéré, ladite prime est réduite à due proportion ; lorsque l'absence est indemnisée, la prime fait partie intégrante de l'indemnisation.

En cas d'absence pour congés payés, formation, représentation syndicale et autres cas prévus par la réglementation, ces absences ne peuvent en aucun cas induire une réduction de la prime. »

Article 2 | Dépôt. Extension

Le présent avenant à l'accord collectif du 1^{er} avril 2021 applicable au personnel des entreprises de travaux forestiers et des forestiers privés des départements de la Meurthe-et-Moselle, de la Meuse, de la Moselle et des Vosges sera déposé auprès de la direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités de la Meurthe-et-Moselle.

Un exemplaire sera également remis au greffe du conseil de prud'hommes de Nancy.

Les parties signataires en demandent l'extension à toutes les entreprises comprises dans son champ d'application.

Article 3 | Date d'application

Le présent avenant prendra effet à compter du 1^{er} jour du mois suivant la date de publication de son arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Nancy, le 5 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)